

5G et fracture numérique : les priorités du gouvernement ne sont pas les bonnes !

Alors que le déploiement de la 5G est en cours, soulevant de nombreuses interrogations, tant sur le plan éthique que sanitaire, la fracture numérique est, elle, encore très présente. Au lieu de concentrer son énergie sur le développement d'une technologie dont les habitants n'ont ni envie ni besoin, le gouvernement ne devrait-il pas plutôt faire de la réduction de la fracture numérique une priorité ?

Voilà des mois que la 5G occupe les débats, le gouvernement faisant la sourde oreille aux craintes des consommateurs et à la demande d'un moratoire, le temps d'instaurer un réel débat sur le sujet, en concertation avec les habitants et les acteurs de la société civile. Alors que trop de zones blanches persistent, quelle est l'urgence à développer cette technologie alors même que de nombreux habitants n'ont pas accès au haut débit Internet ?

En 2017, on dénombrait encore 541 communes françaises classées en « zone blanche » par un décret gouvernemental : il est donc nécessaire d'assurer à ces communes un accès au numérique avant de se projeter vers une nouvelle technologie qui risque, une fois de plus, d'accentuer les inégalités entre les citoyens et les territoires.

Car bien que le gouvernement ne semble pas s'y intéresser, la fracture numérique est, encore aujourd'hui, une réalité pour de nombreux habitants : dans un rapport publié en 2017, le Défenseur des droits de l'époque, Jacques Toubon indiquait que 12 % de la population âgée de 12 ans et plus, soit près de 7 millions de personnes, ne se connectent jamais à Internet. Ce même rapport indiquait que 0,7 % des Français, soit 500 000 personnes, n'ont pas accès à une connexion Internet fixe. Dans les communes de moins de 1 000 habitants, plus d'un tiers des habitants n'ont pas accès à un Internet de qualité. Cela représente près de 75 % des communes de France et 15 % de la population !

L'urgence n'est pas au déploiement d'une nouvelle technologie qui aggravera les inégalités mais bien à la lutte contre la fracture numérique et ses conséquences pour le quotidien des habitants. Il est grand temps que le gouvernement mette de l'ordre dans ses priorités !

